

Il s'agit, en définitive, plus d'un essai que d'un véritable ouvrage d'histoire. L'auteur, adepte d'une théorie au demeurant cohérente et séduisante, cherche dans le déroulement des faits propres à l'Empire ottoman la justification de cette théorie. Cette démarche, qui me gêne quelque peu, l'amène parfois à des contradictions. Il cherche notamment à faire coïncider la chronologie propre à l'Europe avec celle de l'Empire ottoman désormais "intégrée". L'année 1815 est effectivement une date importante pour l'Europe; quant à la dépression économique qui l'atteint en 1817, elle se prolonge jusqu'en 1849 et l'expansion qui suit s'interrompt en 1873. Or ces dates ne concernent qu'assez peu l'Empire ottoman puisque l'auteur lui-même admet que les années capitales sont 1838, traité de commerce anglo-turc (qui marque selon moi les vrais débuts de la "périphérisation" en question), 1839 hatt-i şerif de Gülhane, 1876-1878, révolution politique et effondrement ottoman dans les Balkans. R.K. s'efforce, sans vraiment convaincre, de faire coïncider ces deux chronologies dont les différences contrecarrent quelque peu ses théories.

Autres remarques : les sources d'archives utilisées sont essentiellement d'origine britannique. Elles concernent avant tout la partie commercialisée de l'économie anatolienne; mais que représente celle-ci par rapport à l'ensemble de la production agricole, bien difficile, il est vrai, à appréhender? Ces données, notamment démographiques, sont acceptées telles quelles, ce qui est risqué. Il est regrettable, s'agissant de la population, que les travaux de Justin Mc Carthy ne figurent pas dans la bibliographie, pas plus que ceux de Jacques Thobie, qui auraient permis à l'auteur d'étoffer son dernier chapitre.

Ces réserves faites, l'ouvrage de Reşat Kasaba n'en demeure pas moins une contribution intéressante à l'histoire économique de l'Empire ottoman au XIX^e siècle.

Daniel PANZAC
(C.N.R.S., Aix-en-Provence)

Amnon COHEN, *Economic Life in Ottoman Jerusalem*. Cambridge Studies in Islamic Civilization, Cambridge U.P., 1989. In-8°, 180 p.

Jérusalem est une ville aux dimensions modestes au XVI^e siècle : entre 9 000 et 15 000 habitants, dont les quatre-cinquièmes sont musulmans, le reste se partageant entre juifs et chrétiens. La ville est à l'écart de la grande route du pèlerinage et des axes commerciaux. Mais la conquête ottomane de l'Égypte et de la Syrie-Palestine en 1516, l'intégration de ces provinces dans le puissant Empire ottoman valent à la ville sainte une période de redressement et d'expansion démographique et économique. Elle bénéficie des faveurs du pouvoir central, sous le règne de Soliman notamment, et se voit dotée de remparts et d'un système de fontaines publiques. La sécurité est assurée et le commerce enfin, encouragé par des règlements administratifs qui regroupent les activités et allègent les charges fiscales.

S'appuyant sur les archives judiciaires¹, Amnon Cohen présente trois aspects de la vie économique de la ville sainte, qui sont en effet centraux dans l'existence quotidienne des

1. S'appuyant sur les mêmes registres — publié en 1984 *Jewish Life under Islam. Jerusalem in the Sixteenth Century*, Harvard U.P.
84 volumes pour le XVI^e siècle, A. Cohen a

citadins : la boucherie et la consommation de la viande (chap. 1); la fabrication de savon et d'huile d'olive (chap. 2); et enfin la meunerie et le pain (chap. 3).

Cas rare — à notre connaissance — dans l'histoire des corps de métiers dans le monde arabe, les bouchers occupent une position élevée dans la société urbaine : ils sont fortunés; le *muhtasib* se recrute souvent parmi eux; et surtout on les voit s'allier aux familles et aux personnages les plus prestigieux. Le métier est, comme les autres, organisé en corporation et celle-ci connaît les hiérarchies, les règles d'accès et de fonctionnement habituelles, celles dont Gabriel Baer avait donné la description en son temps. Mais il faut souligner que l'inscription à la corporation n'interdit pas d'exercer d'autres activités, des fonctions religieuses à l'import-export ou à la fabrication de savon. Les tournées que les bouchers font dans les campagnes à la recherche de bêtes de boucherie les font aussi participer au commerce régional car ils fournissent les Bédouins en produits alimentaires et textiles produits ou stockés en ville.

Les habitants de Jérusalem consomment peu de viande — trois ou quatre fois moins qu'Istanbul — mais avec une moyenne annuelle de 30 kg par habitant (80 gr par jour), la ville n'est pas très éloignée des moyennes proposées pour d'autres villes de l'époque, dans l'Europe chrétienne notamment.

Si important que soit l'approvisionnement des habitants, il ne fait pas l'objet d'interventions directes de l'État ni même de la capitale provinciale, Damas. Le contrôle de l'activité, la fixation des prix, se font à l'échelle locale, pour la viande comme pour les autres produits.

La grande activité industrielle de la ville sainte, est la production de savon : on compte environ 15 savonneries dans le premier demi-siècle de l'administration ottomane, situées sur les bordures SW et N de la ville. D'autres vinrent s'ajouter au cours du siècle, appartenant, comme les plus anciennes, à des entrepreneurs privés qui travaillent pour le marché local et pour l'exportation vers l'Égypte. Activité lucrative, elle attire les investissements des grands négociants.

Les huileries forment une autre activité industrielle, importante à tous égards : l'huile sert dans l'alimentation, pour l'éclairage, pour la fabrication du savon, et elle est prélevée comme impôt en nature. Dépendant entièrement des campagnes alentour, sa production obéit à des règles ritualisées. Chaque année, " la maturation des olives " devait être officiellement annoncée par des notables venus des villages producteurs, devant des agents du tribunal. Ces notables, représentants de plusieurs villages de la région, devaient apporter une preuve tangible de leur déclaration, sous la forme d'huile fraîchement pressée que l'on remettait au *cadi* qui la faisait goûter aux membres du tribunal. C'est après cette procédure seulement que l'huile pouvait être livrée et mise en vente à Jérusalem. Un rituel semblable accompagne la maturation des blés.

La dernière activité économique qu'étudie Amnon Cohen est celle de la meunerie et de la boulangerie. Il souligne l'importance des meuniers, qui devaient fournir de la farine fraîchement moulue tous les jours. Ils forment une corporation peu nombreuse, de 6 à 8 membres, et les boulangers paraissent avoir été régulièrement attachés au même fournisseur. Si les meuniers occupent une position plus élevée que celle des boulangers, ils ne font pas partie des notables urbains et n'occupent pas une position prestigieuse hors de leur activité.

Les faibles effectifs des trois ou quatre corps de métiers décrits ici font regretter que l'auteur n'ait pas brossé un tableau d'ensemble de l'artisanat, du commerce, et des autres activités auxquelles se livraient les habitants de la ville sainte. Mais ce livre n'en constitue pas moins une solide description d'une ville provinciale à l'époque ottomane.

Lucetre VALENSI
(E.H.E.S.S.)

Henry LAURENS et Charles C. GILLISPIE, Jean-Claude GOLVIN, Claude TRAUNECKER, *L'expédition d'Égypte, 1798-1801*, Paris, Armand Colin, 1989, 23 × 17 cm, 519 p., index, ill.

En marge d'un Bicentenaire abondamment célébré, les éditions Armand Colin nous offrent, avec *L'Expédition d'Égypte*, un ouvrage original, qui éclaire d'un jour neuf un épisode paradoxalement méconnu de la Révolution française. Parce qu'elle fut sur le plan militaire et politique une aventure sans lendemain, l'Expédition d'Égypte n'apparaît guère dans l'historiographie de la Révolution que pour sa contribution (considérable, il est vrai) à l'imagerie populaire de la légende napoléonienne. La violence des conflits inter-européens qui accompagnent la formation de l'Empire a contribué à masquer que la Révolution s'achevait avec elle par une expédition coloniale avortée.

Reprise d'une thèse de Doctorat, la contribution d'Henry Laurens, qui forme le corps de l'ouvrage, dresse un bilan complet et fort bien documenté, de l'occupation française de l'Égypte (1798-1801). Croisant constamment, tout au long des neuf chapitres qui composent son récit, les sources occidentales et orientales, H.L. s'attache avec bonheur à restituer l'événement dans la plénitude de son histoire pour montrer à quel point ces trois années apparaissent « comme la prophétie des décennies qui suivent » (p. 6).

Dès le premier chapitre, l'Expédition de 1798 est replacée dans le cadre plus large des mutations que connaît, à la fin du XVIII^e siècle, la géographie politique mondiale. « Presque stable depuis les Grandes Découvertes », elle voit s'achever soudain « le chapitre européen de l'histoire des Amériques et, avec lui, le premier empire colonial des puissances maritimes de l'Europe de l'ouest » (p. 11). Dès lors, c'est l'Ancien Monde qui devient le théâtre d'un « Grand Jeu », limité jusque-là au subcontinent indien, et dans lequel Anglais et Français s'affrontent. Partenaire privilégié de la France, l'Empire ottoman connaît des difficultés croissantes face à ses rivaux, les grands empires centraux d'Europe. Dès 1750, politiques et idéologues s'opposent sur la question de son devenir. Hérité de l'orientalisme des Lumières, le concept de « civilisation » fournit aux interventionnistes une théorie des origines qui légitime leurs options (née en Égypte, la civilisation est passée aux Grecs et aux Romains, puis aux Arabes, pour atteindre son plein développement en Europe, à qui il incombe désormais de la rendre au monde). H.L. qui, dans un ouvrage précédent, avait déjà étudié *Les origines intellectuelles de l'Expédition d'Égypte* (éditions Isis, Istanbul-Paris, 1987) excelle à reconstituer cette « géo-politique des Lumières » dans laquelle s'inscrit le projet de Bonaparte.